

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200189]

22 DECEMBRE 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D.242, D.243 et D.249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, les articles 5, § 1^{er}, et 20;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2017;

Vu le rapport du 29 novembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 19 octobre 2017;

Vu l'avis 62.574/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 11 de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour un engagement portant sur plus de dix mares par exploitation, l'organisme payeur sollicite l'avis d'un expert. A cette fin, l'expert identifie les mares qui présentent un intérêt environnemental et qui sont reprises dans l'engagement. ».

Art. 2. L'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, est complété par le 7^o rédigé comme suit :

« 7^o la distance minimale entre deux mares est de 6 mètres. ».

Art. 3. A l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, la phrase liminaire, est remplacée par la phrase liminaire suivante :

« Pour les parcelles engagées dans la variante mélanges céréales-légumineuses de la méthode, les conditions à respecter sont les suivantes : »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, le 1^o est abrogé;

c) l'alinéa 1^{er} est complété par un 6^o et un 7^o rédigés comme suit :

« 6^o en fonction de l'assolement, la surface totale engagée peut varier d'une année à l'autre de 20 pour cent maximum par rapport à la surface engagée;

7^o la mesure étant rotationnelle, la localisation des parcelles peut changer chaque année. »;

d) l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

« Art. 22/1. Pour les parcelles engagées dans la variante céréales sur pied de la méthode, les conditions à respecter sont les suivantes :

1^o les céréales éligibles sont le froment, le triticale, le seigle ou l'épeautre;

2^o 10 pourcents de la parcelle engagée sont non récoltés et laissés sur pied sans intervention;

3^o les céréales laissées sur pied le sont au minimum jusqu'au dernier jour de février inclus ou jusqu'au 31 décembre pour la dernière année de l'engagement en cas de non renouvellement de celui-ci;

4^o les céréales laissées sur pied sont situées à plus de 50 mètres d'un bois;

5^o la mesure étant rotationnelle, la localisation des parcelles peut changer chaque année;

6^o l'engagement porte sur une surface de minimum 1 hectare, ce qui correspond à un minimum de 10 ares de céréales laissées sur pied et de maximum 30 hectares, ce qui correspond à un maximum de 3 hectares de céréales laissées sur pied;

7^o en fonction de l'assolement, la surface totale engagée peut varier d'une année à l'autre de 20 pour cent maximum par rapport à la surface engagée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, les blocs laissés sur pied représentent un maximum de 50 ares et si plusieurs blocs sont créés, ceux-ci sont distants de 100 mètres au minimum.

Art. 5. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de 600 euros » sont remplacés par les mots « de 1 200 euros ».

Art. 6. Dans l'article 25, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de 30 euros par tronçon » sont remplacés par les mots « de 36 euros par tronçon ».

Art. 7. Le présent arrêté s'applique à tous les engagements en cours au 1^{er} janvier 2018.
Namur, le 22 décembre 2017.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/200189]

22. DEZEMBER 2017 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243 und D.249;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, Artikel 5 § 1 und Artikel 20;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund der am 6. November 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. November 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 29. November 2017;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 19. Oktober 2017;

Aufgrund des am 18. Dezember 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 62.574/4,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 11 des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017 wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

"Für eine Verpflichtung, die mehr als zehn Tümpel pro Betrieb betrifft, beantragt die Zahlstelle das Gutachten eines Sachverständigen. Zu diesem Zweck identifiziert der Sachverständige die Tümpel, die ein Umweltinteresse aufweisen, und die Teil der Verpflichtung sind."

Art. 2 - Artikel 12 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird durch eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7^o Der Mindestabstand zwischen zwei Tümpeln beträgt 6 Meter."

Art. 3 - Artikel 22 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird der einführende Satz durch den folgenden einführenden Satz ersetzt:

“Bei Parzellen, für die eine Verpflichtung der Variante “Mischungen von Getreiden und Leguminosen” der Methode besteht, sind die zu beachtenden Bedingungen die Folgenden:”;

b) in Absatz 1 wird Ziffer 1 aufgehoben;

c) Absatz 1 wird durch die Ziffern 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“6° je nach Fruchtfolge kann die Gesamtfläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, von einem Jahr auf das andere um maximal 20 Prozent von der Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, abweichen;

7° da für diese Maßnahme das Rotationsprinzip angewandt wird, kann die Lokalisierung der Parzellen von Jahr zu Jahr ändern.”;

d) Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel 22/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 22/1 - Bei Parzellen, für die eine Verpflichtung der Variante “Getreide auf dem Halm” der Methode besteht, sind die zu beachtenden Bedingungen die Folgenden:

1° bei dem beihilfefähigen Getreide handelt es sich um Weizen, Triticale, Roggen oder Dinkel;

2° 10 Prozent der Parzelle, die Gegenstand der Verpflichtung ist, werden nicht abgeerntet und ohne jeglichen Eingriff stehen gelassen;

3° das nicht geerntete Getreide wird wenigstens bis am letzten Tag des Monats Februar einschließlich oder bis am 31. Dezember des letzten Jahres der Verpflichtung, falls diese nicht erneuert wird, stehen gelassen;

4° das Getreide auf dem Halm befindet sich mehr als 50 Meter von einem Wald entfernt;

5° da für diese Maßnahme das Rotationsprinzip angewandt wird, kann die Lokalisierung der Parzellen von Jahr zu Jahr ändern;

6° die Verpflichtung betrifft eine Fläche von mindestens 1 Hektar, entsprechend einer Mindestfläche von 10 Ar Getreide auf dem Halm, und von höchstens 30 Hektar, entsprechend einer Höchstfläche von 3 Hektar Getreide auf dem Halm;

7° je nach Fruchtfolge kann die Gesamtfläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, von einem Jahr auf das andere um maximal 20 Prozent von der Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, abweichen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 machen die Blöcke mit Getreide auf dem Halm höchstens 50 Ar aus und falls mehrere Blöcke angelegt werden, so sind diese wenigstens 100 Meter voneinander entfernt.

Art. 5 - In Artikel 23 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge “von 600 Euro” durch die Wortfolge “von 1200 Euro” ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 25 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge “von 30 Euro je Abschnitt” durch die Wortfolge “von 36 Euro je Abschnitt” ersetzt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass ist auf alle am 1. Januar 2018 bestehenden Verpflichtungen wirksam.

Namur, den 22. Dezember 2017

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200189]

22 DECEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D. 4, D.242, D.243 en D.249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun, inzonderheid op de artikelen 5, § 1, en 20;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 november 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2017;

Gelet op het rapport van 29 november 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 19 oktober 2017;

Gelet op het advies 62.574/4 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

Artikel 1. Artikel 11 van het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Voor een verbintenis m.b.t. meer dan tien ploegen per bedrijf verzoekt het betaalorgaan een deskundige om advies. Daartoe identificeert de deskundige de ploegen die voor het milieu van belang zijn en die in de verbintenis worden vermeld.”.

Art. 2. Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt:

“7° de minimale afstand tussen twee ploegen is 6 meter.”.

Art. 3. In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt de inleidende zin vervangen door de volgende inleidende zin:

“Voor de percelen die vallen onder de variant mengsels graangewassen - peulgewassen van de methode, zijn de na te leven voorwaarden de volgende: ”;

b) in het eerste lid wordt punt 1° opgeheven;

c) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 6° en een punt 7°, luidend als volgt:

“6° naar gelang van de wisselbouw kan de onder verbintenis staande totale oppervlakte van het ene op het andere jaar veranderen met maximum 20 % ten opzichte van de betrokken oppervlakte;

7° aangezien de maatregel roulerend is, kan de ligging van de percelen elk jaar veranderen.”;

d) het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 22/1, luidend als volgt:

“Art. 22/1. Voor de percelen die vallen onder de variant staande graangewassen van de methode zijn de na te leven voorwaarden de volgende:

1° de in aanmerking komende graangewassen zijn tarwe, triticale, rogge of spelt;

2° 10 % van het onder verbintenis staande perceel worden niet geoogst en worden zonder tussenkomst te velde gelaten;

3° de graangewassen te velde worden minimum tot en met de laatste dag van februari niet geoogst of tot 31 december voor het laatste jaar van de verbintenis in geval van niet vernieuwing ervan;

4° de graangewassen te velde liggen op meer dan 50 meter van een bos;

5° aangezien de maatregel roulerend is, kan de ligging van de percelen elk jaar veranderen;

6° de verbintenis heeft betrekking op een oppervlakte van minimum 1 hectare, wat overeenstemt met minimum 10 aren graangewassen te velde en maximum 30 hectaren, wat overeenstemt met een maximum van 3 hectaren graangewassen te velde;

7° naar gelang van de wisselbouw kan de onder verbintenis staande totale oppervlakte van het ene op het andere jaar veranderen met maximum 20 % ten opzichte van de onder verbintenis staande oppervlakte.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, bedragen de kavels te velde maximum 50 aren en indien verschillende kavels worden aangelegd; liggen ze op een afstand van minimum 100 meter.

Art. 5. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “600 euro” vervangen door de woorden “1200 euro”.

Art. 6. In artikel 25, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “van 30 euro per strook” vervangen door de woorden “van 36 euro per strook”.

Art. 7. Dit besluit is van toepassing op alle verbintenissen die op 1 januari 2018 lopend zijn.

Namen, 22 december 2017.

R. COLLIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/31991]

7 DECEMBER 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van het investeringsplan voorgesteld door de NV Elia System Operator, beheerder van het gewestelijk transmissienet voor elektriciteit, voor de periode 2018-2028

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 12, § 1, § 2, § 3;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/31991]

7 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation du plan d'investissement proposé par la SA Elia System Operator, gestionnaire du réseau de transport régional d'électricité pour la période 2018-2028

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 12 § 1^{er}, § 2 et § 3;